

POUR UNE ORGANISATION PROLETARIENNE REVOLUTIONNAIRE

NOS TACHES ACTUELLES

VEGA

I.- INTRODUCTION

"Il est indéniable que le groupe se trouve actuellement devant un tournant de son existence, et qu'il doit répondre au dilemme radical devant lequel il est placé. Ce dilemme est défini par l'ambiguïté objective aussi bien du groupe dans son état actuel que du premier numéro de la revue. Le groupe peut former le point de départ aussi bien pour la formation d'une organisation prolétarienne révolutionnaire que d'un amas d'individus servant de Comité de rédaction à une revue plus ou moins académique."

(Résolution sur le Parti révolutionnaire, "S. ou B." n°2)

Quinze ans ont passé. Nous ne sommes pas une organisation prolétarienne révolutionnaire.

Pendant ces quinze années, l'antagonisme entre le prolétariat et la classe dirigeante s'est exprimé par des luttes incessantes dans les pays industriels. Au niveau de l'entreprise, au niveau de branches entières de la production ou au niveau national, des milliers de grèves, de conflits, de manifestations au sujet des salaires, des conditions de travail, des droits des travailleurs ont eu lieu. De la simple résistance quotidienne dans l'atelier jusqu'aux mouvements généralisés comme en Belgique, les travailleurs ont lutté continuellement contre leur situation dans la production. Les premiers échos du même combat sont arrivés des pays de l'Est. Les situations révolutionnaires d'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Hongrie n'ont pas seulement mis à jour la violence des conflits de classes dans les pays de capitalisme bureaucratique ; la formation de conseils ouvriers, leur activité gestionnaire ont exprimé une fois de plus la tendance profonde du prolétariat à revendiquer la direction de la société, à s'organiser et à combattre - y compris par les armes - pour réaliser son propre pouvoir.

Cependant, dans l'Occident capitaliste, la classe ouvrière n'est arrivée nulle part à se manifester comme une force révolutionnaire.

Du point de vue politique, les travailleurs des pays occidentaux sont restés soumis à l'influence des organisations "ouvrières" bureaucratisées ou bien se sont réfugiés dans l'indifférence.

Cette situation ne tient ni à une plus grande stabilité politique du monde capitaliste ni à la disparition des conditions permettant une prise de conscience révolutionnaire : la bureaucratisation de la société, l'expansion du mode de production et de vie capitalistes développent, au contraire, ces conditions.

Cette situation - l'écart entre l'intense activité revendicative des travailleurs dans la production et leur faible activité sur le plan politique - est la conséquence directe du processus de dégénérescence de leurs propres organisations ; partis et syndicats.

Le développement de la classe travailleuse - comme classe qui porte en elle la possibilité d'une nouvelle société - ne suit pas une courbe toujours ascendante. Les travailleurs ne peuvent pas contester en permanence le régime. En l'absence d'une issue révolutionnaire, après la fin d'une période de grands combats politiques, leurs propres créations - partis et syndicats - finissent par tomber sous l'influence et le contrôle du système. Pour qu'un nouveau mouvement révolutionnaire puisse se constituer, il faut que le prolétariat fasse l'expérience de la nouvelle phase et que ses éléments les plus actifs parviennent à une compréhension de cette expérience sur un double plan : celui de la société globale et de la situation de la classe dans cette société, et celui de l'organisation, des buts et des moyens de la lutte.

Dans la phase du capitalisme bureaucratique, la tâche des minorités qui se proposent de construire un nouveau mouvement révolutionnaire a donc pour objet : 1) de comprendre et d'expliquer la nouvelle étape, la position de la classe exploitée dans la société et, en particulier, face à la bureaucratie ; 2) d'aider les travailleurs à progresser sur le chemin de leur organisation, dans la définition des buts et des moyens de leur lutte.

Depuis quinze ans ces minorités tournent en rond toujours enfermées dans la même contradiction : il y a ceux qui ne voient pas la portée des changements, qui répètent inlassablement les schémas d'il y a quarante ans et s'épuisent en vains efforts pour s'insérer dans les luttes ouvrières armés de ces schémas ; il y a ceux qui perçoivent l'importance des changements, qui tentent de les analyser, qui critiquent les conceptions périmées, qui disent des choses fort justes dans certains domaines, mais dont la compréhension est gravement mutilée du fait qu'ils ne participent pas aux luttes, qu'ils se trouvent séparés de la vie productive et des problèmes réels des travailleurs.

Nous appartenons indiscutablement à cette deuxième catégorie.

Il ne s'agit pas maintenant de décider dans l'abstrait si la constitution d'une "organisation prolétarienne révolutionnaire" était possible ou non au cours des 15 dernières années. Il s'agit de savoir ce que nous avons fait pour qu'elle se constitue et ce que nous comptons faire pour aider à sa création.

Nous étions un groupe d'intellectuels en 1948. Nous sommes toujours un groupe d'intellectuels en 1963.

II.- LES QUATRE DERNIERES ANNEES

A aucun moment de son existence - que ce soit pendant la phase "Socialisme ou Barbarie" ou, après 1958, pendant la phase "Organisation Pouvoir Ouvrier" - notre groupe n'a centré son activité en direction des ouvriers et des employés.

Le bilan de notre activité en ce sens depuis 1958 est bien mince : quelques tracts produits sporadiquement et diffusés dans une ou deux entreprises ; quelques ventes de P.O. depuis deux ans ; quelques contacts vite délaissés.

Les décisions formelles n'ont pourtant pas manqué. Il suffit de citer, par exemple, les dernières décisions prises en ce qui concerne l'élaboration d'un matériel diffusable à des travailleurs, celles du C.R. élargi du 19 novembre 1961 : 1 brochure de 16 pages sur nos positions générales (pour fin décembre 1961) ; 1 brochure sur la hiérarchie (pour début 62) ; 1 brochure sur le stalinisme (pour fin décembre 61).

En juin 1963, rien de tout cela n'est paru. Pourquoi ? A quoi avons-nous passé notre temps ? En dehors du P.O. mensuel, nous avons sorti un seul numéro de la revue (n°34) (le n°33 était déjà presque entièrement rédigé le 19 novembre 1961).

Compte tenu de nos forces réduites, la production de ces brochures nécessitait un gros effort de tout le groupe, exigeait de se concentrer là-dessus pendant quelque temps. Cela n'a pas été fait.

Ce n'est pas un hasard. Depuis quatre ans environ, nous n'avons accompli aucun progrès dans les domaines où ce progrès aurait constitué le support indispensable de notre activité en direction des travailleurs : transformations au niveau de la production et revendications face à ces transformations; critique des organisations "ouvrières" bureaucratisées; bureaucratisation de la classe dirigeante et ses conséquences pour la population travailleuse.

Mothé a publié deux articles dans la revue : "Les ouvriers et la culture" (n°30) et "Les jeunes générations ouvrières" (n°33), mais ils n'abordaient pas de front les problèmes qui se posent dans ces domaines. Il est évident que Mothé ne pouvait pas les aborder tout seul.

En tant qu'organisation, l'essentiel de notre activité théorique depuis quatre ans a résidé dans les discussions autour de la "nouvelle théorie" du camarade Barjot (sous ses différentes éditions : textes ronéotés, articles de la revue, textes de la Tendance).

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le travail devant servir de support à notre action dans le milieu salarié n'a pas été fait. "P.O." est paru tant bien que mal grâce à l'entêtement d'un certain nombre de camarades, mais ses insuffisances sont évidentes et son contenu et son orientation sont contestés par les camarades de la Tendance depuis l'été dernier.

III.- L'ORIENTATION DE LA TENDANCE ET LES TRAVAILLEURS

Le dilemme de 1948 est toujours là : agir en vue de constituer une "organisation prolétarienne révolutionnaire" ou subsister comme "comité de rédaction d'une revue plus ou moins académique".

Il n'y a pas d'organisation prolétarienne sans prolétaires. Il est clair que l'orientation proposée par la Tendance tourne résolument le dos aux prolétaires.

1) L'activité proposée par la Tendance ne se base plus sur la lutte de classe des travailleurs contre la classe des capitalistes/bureaucrates, même si cette lutte n'est pas niée ; l'activité proposée par la Tendance se base sur une prétendue révolte de presque tous les hommes contre un système irrationnel et aliénant dirigé par "une petite minorité".

2) Les luttes des travailleurs contre l'exploitation sont vues par la Tendance comme des "luttes institutionnalisées" faisant partie du mécanisme du système capitaliste dans la mesure où elles portent sur l'augmentation des salaires et se déroulent dans le cadre syndical. Seules les "grèves informelles ou sauvages" sont reconnues comme mouvements positifs par la Tendance. Mais encore elles ne sont considérées que comme un des aspects d'une lutte plus large menée par "les hommes" contre l'aliénation du système.

3) Les grands thèmes d'élaboration et de propagande proposés par la Tendance ne s'appuient plus sur l'idée que le prolétariat est la seule classe révolutionnaire de la société moderne; ils ne visent pas à condenser l'expérience de cette classe, à exprimer ses besoins et ses aspirations. Ces grands thèmes visent à "exprimer les aspirations véritables des hommes", à montrer "le positif" dans la vie de gens qui "tentent de construire un sens à leur vie", sens qui est "recherché par les hommes dans un monde où rien n'est certain".

4) L'activité du groupe est vue par la Tendance essentiellement comme développement des thèmes qu'elle propose. C'est l'activité type d'une revue. Déjà à ce niveau toute adhésion d'ouvriers et d'employés est à peu près exclue. Mais surtout

les thèmes proposés ne peuvent aider en rien des travailleurs dans leur résistance à l'exploitation ni dans leur vie quotidienne en général ; ils peuvent encore moins les aider à s'engager dans une activité militante.

A l'orientation "a-classiste", "humaniste" de la Tendance, nous opposons une orientation vers les travailleurs.

Nous ne visons pas à exprimer les "aspirations des hommes" en général. Les hommes se divisent en classes : dans la mesure où "aspiration" signifie autre chose qu'"état d'âme", les dirigeants "aspirent" à conserver la société actuelle et leur rôle de dirigeants, les prolétaires "aspirent" à supprimer la domination des dirigeants. Certes, en tant qu'êtres humains ils ont des besoins communs : manger et dormir normalement, faire l'amour, avoir des enfants, vivre vieux...; et même des aspirations communes : être respecté et reconnu utile; communiquer avec les autres, trouver un centre à sa vie, participer aux progrès de l'humanité, etc. Mais nous ne cherchons pas à exprimer ce qui est commun aux uns et aux autres ; nous voulons exprimer ce qui différencie et oppose les travailleurs aux dirigeants. C'est pourquoi nous ne proposons pas une activité en direction de "la population", "les gens", mais en direction de la classe travailleuse, exploitée et asservie par la classe des capitalistes-bureaucrates.

Nous repoussons la nouvelle théorie selon laquelle le monde se peuple d'individus qui seraient à la fois dirigeants et exécutants - "presque la moitié de la population" (1) - et qui affirme que "la seule différenciation qui a une importance pratique véritable est celle qui existe à presque tous les niveaux de la pyramide, sauf évidemment les sommets, entre ceux qui acceptent le système et ceux qui, dans la réalité quotidienne de la production, le combattent" (2). Nous rejettons l'idée que "la grande majorité des individus, quelle que soit leur qualification ou leur rémunération...tendent à se révolter contre le système" (3).

Il n'y a pas de système abstrait, impersonnel. Le système c'est les classes sociales et leurs rapports en ce qui concerne le travail et la gestion. La bureaucratization de la société n'entraîne pas la réduction de la classe exploiteuse à une "petite minorité" tout en haut de la soi-disant pyramide ; elle se traduit, au contraire, par l'extension des couches bureaucratiques chargées de gérer le travail, d'assurer l'exploitation au niveau de l'entreprise et au niveau de l'appareil d'Etat. De même que nous avons démolé la conception selon laquelle le socialisme existe en URSS parce ce qu'il n'y a pas de patrons privés, en montrant la constitution et la croissance de la classe bureaucratique, nous devons montrer comment, en Occident, les nouvelles couches chargées de la gestion du travail n'ont pas de fonctions neutres ou ambivalentes mais sont en réalité des couches exploiteuses qui, ensemble avec les capitalistes privés, constituent la classe des dirigeants. Nous devons également montrer comment l'opposition larvée de ces couches aux capitalistes privés ne représente nullement une révolte contre le régime d'exploitation mais l'"aspiration" -consciente ou non - à un régime d'exploitation plus perfectionné où les dirigeants bureaucrates assumeraient la totalité du pouvoir politique et de la gestion de l'économie.

Notre activité ne doit donc pas viser à rendre révolutionnaires les bureaucrates, les organisateurs, en leur montrant les "irrationalités" du système actuel. Elle doit viser à nous enraciner dans le prolétariat d'une part, à fournir des réponses aux questions que se posent les militants devant la crise des organisations traditionnelles d'autre part.

(1) Plateforme de la Tendance, page 11.

(2) " " " " " 11 et 12, souligné par nous.

(3) " " " " " 22, point 43.

IV.- DIRECTION DE NOTRE TRAVAIL THEORIQUE

Pour rejoindre ces deux objectifs, il faut poursuivre l'effort en vue de définir une conception globale de l'époque, de la place et du rôle actuels du prolétariat.

Sans cette compréhension globale de la phase actuelle, nous ne pourrions obtenir qu'une addition de critiques et de recherches individuelles se perdant dans les marais de la littérature sociologique. Sans cette conception, l'activité en direction des travailleurs ne serait qu'une action empirique, fondée sur une somme d'expériences limitées et partielles dont il serait impossible de tirer des enseignements ayant une valeur générale.

Cette compréhension globale, nous ne pouvons l'atteindre que sur la base du marxisme (4).

Les critères fondamentaux du marxisme ont été admirablement exposés par le camarade Chaulieu dans le premier numéro de la revue.

L'analyse du capitalisme, de la bureaucratie et du prolétariat faite dans l'éditorial "Socialisme ou Barbarie" reste pour l'essentiel juste. Elle est confirmée par les faits. Certes, il ne s'agit pas de s'endormir dessus. Il faut la développer, l'approfondir, la rectifier. Mais cette tâche, qui constitue l'indispensable support de toute action politique, ne peut pas être accomplie en abandonnant ce qui servait de fondement à l'analyse : les positions fondamentales du marxisme.

Bien entendu, le marxisme n'est pas éternel. Il n'est pas plus éternel que le prolétariat et que le capitalisme. Mais tant que prolétariat et capitalisme existent, il reste "la base de granite" (Chaulieu) sur laquelle doit s'appuyer la théorie révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire de la seule classe qui peut détruire l'ordre social actuel et construire le socialisme.

Le travail théorique de notre groupe doit être orienté vers l'éclaircissement et l'approfondissement des questions suivantes :

a) L'évolution du capitalisme à l'échelle mondiale

- Quel est le rôle actuel de la concurrence entre entreprises et entre nations dans le développement de la production ? quel est le rôle de la pression des salariés dans l'expansion actuelle ? y a-t-il un mécanisme économique qui rendrait inéluctables l'augmentation du salaire réel et la diminution de la journée de travail ?

- Quelle est l'influence du développement des armements sur l'expansion de l'économie ? quelles sont les conséquences, actuelles et prévisibles, de ce développement des armements sur le sort matériel des travailleurs ?

- Y a-t-il une contradiction entre la croissance des forces productives (instruments de production et producteurs) et les rapports capitalistes de production (division en classes, exploitation, gestion par une classe) ? si oui, comment s'exprime-t-elle ?

- Dans quelle mesure ces questions - et les réponses - peuvent-elles s'appliquer aux pays de capitalisme bureaucratique ?

- Y a-t-il des difficultés propres à l'économie étatisée et planifiée des pays bureaucratiques ?

- La bourgeoisie peut-elle planifier à l'échelle du Bloc occidental ? la bureaucratie peut-elle le faire à l'échelle de son Bloc ?

- Quelles sont les causes de la rivalité entre les deux Blocs ? quelles sont les conséquences de cette rivalité et de la division du monde pour les travailleurs ?

- Quelles sont les conséquences, actuelles et prévisibles, de l'inégalité croissante de développement entre pays sous-développés et pays avancés ?

(4) Voir notre texte : "Marxisme et théorie révolutionnaire".

b) Transformation de la classe dirigeante et changements dans le prolétariat en Occident

- Nouvelles couches exploiteuses dans l'entreprise et dans les administrations de l'Etat.

- Nouvelles méthodes d'exploitation : travail et salaire.
- L'industrialisation des bureaux.
- Perspectives et conséquences de l'automatisation.
- Revendications des travailleurs face aux transformations en cours.

c) Le rôle de l'Etat en France

- Gestion des secteurs-clés, contrôle et planification. La bureaucratie étatique, son poids social et politique.
- L'Etat et l'éducation.

d) Les rapports entre les organisations "ouvrières" et la prolétariat

- Les syndicats sous le capitalisme moderne.
- Les syndicats à l'usine, à l'entreprise.
- Idéologie réformiste et idéologie bureaucratique (l'ancien réformisme ne peut exister désormais que comme conception bureaucratique).

e) Le prolétariat et le socialisme

- Le rapport entre la concentration capitaliste, la transformation du travail, le développement de la technique et les possibilités objectives d'organisation socialiste de la société.
- Les expériences de gestion ouvrière dans le passé. Le rôle des "conseils" en Yougoslavie, en Pologne, des "comités d'usine" en URSS.
- Le socialisme et le travail ; travail qualifié et non qualifié en société socialiste; travail productif et "travail social" en société socialiste.

Dans tous ces domaines ou bien nous n'avons encore rien entrepris jusqu'ici ou bien ce qui a été fait est soit insuffisant soit contradictoire. Cela est particulièrement vrai pour l'évolution du capitalisme: il y a une rupture complète entre l'analyse commencée dans les premiers numéros de la revue (n°1 "Socialisme ou Barbarie"; n°3 "Consolidation temporaire du capitalisme mondial"; n°14 "Situation de l'impérialisme et perspectives du prolétariat", et même n°20 "La révolution prolétarienne contre la bureaucratie" et n°27 "Les classes sociales et M. Touraine") et les positions définies dans "Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne" (n°31,32,33), positions qui apparaissent plutôt sous forme d'affirmations que comme le résultat d'une étude approfondie du capitalisme mondial et d'une critique des positions précédentes.

La direction de travail théorique que nous venons d'indiquer constitue une tâche de longue haleine qui peut seulement être ébauchée avec nos forces actuelles; la progression de l'organisation dans ce sens est liée à son propre développement, au recrutement de nouveaux camarades, ainsi qu'à la collaboration avec des militants ne se trouvant pas nécessairement dans nos rangs.

L'élaboration d'une théorie révolutionnaire n'a d'autre but que l'action révolutionnaire. Dans la période actuelle, une partie importante de cette élaboration doit viser à créer le support qui nous permettra d'intervenir dans les luttes ouvrières avec une attitude à la fois critique et positive, c'est-à-dire en proposant des objectifs et des méthodes pour faire progresser les mouvements et la conscience

des travailleurs. Bien entendu cela ne signifie pas qu'une brochure sur la hiérarchie, sur l'apprentissage ou sur les syndicats à l'usine nous donnera, du jour au lendemain, la possibilité d'influencer une grève. Mais il est certain que des brochures de ce type - élaborées en collaboration avec des travailleurs - constituent, tout autant que l'amélioration et l'impression de "Pouvoir Ouvrier", l'une des conditions de notre enracinement dans la classe ouvrière.

V.- L'ACTIVITE EN DIRECTION DES TRAVAILLEURS

1 - Participation à la lutte contre l'exploitation

L'extension de notre rayonnement, la formation d'une organisation prolétarienne révolutionnaire, passent par la participation aux luttes.

Il est illusoire de croire que nous convaincrions des ouvriers, des employés, à force de répéter des critiques justes de la société actuelle et de propager un autre modèle de société.

Un groupe qui se limiterait à prêcher le socialisme, mais ne participerait pas à la lutte quotidienne contre l'exploitation, n'aurait pas la moindre chance de s'enraciner dans le milieu salarié.

Dans les mouvements revendicatifs actuels, comme dans tout mouvement de résistance à l'exploitation - et tel est le sens des grèves de cette période, même de celles qui concernent exclusivement les salaires - nous avons des positions à affirmer, des propositions à défendre, aussi bien sur les revendications que sur l'organisation et les buts des mouvements (5). Certes, nous ne pourrions pas nous délimiter à tout moment - et aux yeux de tout le monde - des appareils syndicaux et même des partis. Mais notre objectif actuel n'est pas de nous délimiter à tout moment aux yeux de tous, nous ne sommes pas pour l'originalité à tout prix. Notre objectif est d'être reconnus - que nos militants et sympathisants soient reconnus sur les lieux de travail - comme des gens qui défendent des positions justes, qui font des critiques mais aussi des propositions positives. Cette "reconnaissance" nous l'obtiendrons seulement par un travail long et suivi. Les choses que nous dirons et proposerons seront d'autant plus frappantes, auront une portée d'autant plus grande qu'elles seront pensées, dites et proposées par des travailleurs qui "sont dans le coup". Dans la période actuelle, nous ne visons donc pas à faire de l'agitation en général, à infléchir le caractère des mouvements. Nous visons à nous attirer la sympathie et à obtenir la collaboration d'une minorité de travailleurs.

Pour pouvoir participer à la lutte permanente contre l'exploitation, il faut que nous rejetions d'abord et définitivement la position qui consiste à affirmer:

- a) les grèves actuelles pour les salaires, encadrées par les syndicats, sont des mouvements "institutionnalisés" (6);
- b) les syndicats sont de simples rouages de l'Etat capitaliste ;
- c) seuls les mouvements s'effectuant hors du cadre syndical et dont les revendications concernent les conditions et le sens du travail permettent une intervention positive.

(5) Voir "P.O." n°50 "Après la grève des mineurs".

(6) La grève des mineurs est considérée par la Tendance comme un mouvement de ce type : voir point 5 du texte de la Tendance sur les "Activités extérieures".

On sait que pour les camarades de la Tendance les luttes actuelles "s'insèrent parfaitement dans le fonctionnement de la société établie" du fait que les augmentations de salaire "font partie du fonctionnement régulier du capitalisme contemporain"; d'après eux "nous ne pouvons pas relier ces grèves à nos positions générales", "nous ne pouvons rien proposer qui nous soit spécifique et qui embraye sur une action réelle possible" (7), et, en conséquence, il nous faut attendre des mouvements d'un type nouveau (du genre "mouvements pour les droits des noirs aux Etats Unis" ou "grèves informelles ou sauvages") pour pouvoir faire quelque chose.

Cette position est par essence stérile : elle nous condamne à rester en dehors du processus réel de la lutte de classes dans l'attente d'une situation qui est une pure utopie. En effet, si demain des grèves sauvages éclataient en France, elles auraient lieu en même temps que des mouvements organisés par les syndicats, la bureaucratie syndicale s'efforcerait de reprendre le contrôle des mouvements sauvages et y parviendrait dans bien des cas; les revendications ne concerneraient pas seulement les conditions de travail mais seraient mêlées à des questions touchant le salaire; d'autre part, une extension des grèves sauvages aurait inévitablement une grande répercussion sur la base des syndicats, des conflits, des scissions même se produiraient, etc.

Cependant, à l'heure actuelle aucun signe ne nous permet de penser que, dans un proche avenir, les travailleurs français vont emprunter pour leurs luttes d'autre canal que le syndicat ni qu'ils vont créer des organismes de lutte indépendants. Il nous faut donc clarifier notre appréciation du rôle des syndicats et préciser notre attitude pratique à cet égard.

2 - Rôle actuel des syndicats en France

La fonction actuelle du syndicat est double :

- défendre contre le patronat et l'Etat les intérêts immédiats des salariés;
- défendre la société capitaliste, dont il accepte les bases, contre toute initiative ouvrière qui pourrait la mettre en difficulté.

Les syndicats ne sont pas des compagnies d'assurances. Leur action s'exerce dans les conflits entre exploités et exploités ; ils se trouvent placés au coeur de la lutte. Il serait absurde de prétendre que la fonction actuelle des syndicats est "d'empêcher les grèves" en échange de ceci ou de cela. Les syndicats, ne serait-ce que pour continuer à exister, sont forcés d'organiser des grèves.

D'autre part les syndicats ne sont pas seulement des appareils bureaucratiques :

- une minorité de travailleurs, souvent la plus active, milite dans les syndicats ;
- une majorité suit le syndicat lorsque certaines conditions sont réunies (revendications, accord entre les différentes centrales, etc.).

La double fonction du syndicat explique l'attitude du patronat et de l'Etat à son égard, ambivalente elle aussi. Patronat et Etat reconnaissent la nécessité du syndicat comme moyen d'encadrer et, s'il le faut, de freiner les travailleurs. Mais dans la mesure où le syndicat est forcé d'exprimer des besoins des salariés qui provoquent un conflit avec le patronat ou l'Etat, ces derniers s'opposent au syndicat.

(7) Voir points 5 et 6 du texte de la Tendance sur les "Activités extérieures".

L'intégration des syndicats à l'Etat et à l'entreprise voudrait dire ou bien qu'on est arrivé aussi à intégrer les travailleurs ou bien qu'on s'est résigné aux risques d'une extension continuelle des grèves sauvages.

De toutes façons nous n'en sommes pas là en France et l'intégration ne dépend ni d'un décret de de Gaulle ni même d'une "politique intelligente" de la bourgeoisie. Elle dépend à la fois de l'attitude des travailleurs et des intérêts des bureaucraties syndicales, qui sont loin de coïncider avec ceux du patronat.

La fonction ambivalente des syndicats actuels constitue d'ailleurs la seule explication de la tentative permanente de grandes entreprises très modernes (Citroën, Simca, par exemple) de créer des syndicats-maison. Elle explique aussi la répression patronale contre les militants et les délégués syndicaux.

Il est vraisemblable que les syndicats exerceront cette double fonction pendant une longue période dont nous ne pouvons pas fixer aujourd'hui le terme.

La dénonciation de la bureaucratie syndicale, l'explication du rôle réel des syndicats sont plus nécessaires que jamais. Elles seront d'autant plus compréhensibles pour les travailleurs que nous les ferons en partant d'expériences concrètes. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'avoir une attitude correcte vis-à-vis des organismes de base et des militants syndicaux. Cette attitude devrait être définie ainsi :

1) Nous travaillons dans les syndicats partout où cela ne nous est pas pratiquement interdit.

2) Nous ne reconnaissons aux syndiqués aucun droit spécial par rapport aux non syndiqués dans l'entreprise (décisions assemblées, comités de grève, etc).

3) Nous acceptons et défendons le système de représentation des salariés face au patron par des délégués du personnel.

4) Nous critiquons le système de présentation de listes de candidats-délégués par les syndicats et défendons le principe de l'élection libre des délégués par ateliers ou services de l'entreprise.

5) Nous ne critiquons pas systématiquement les délégués parce qu'ils font des compromis - tout délégué, tout comité de grève, tout travailleur doit obligatoirement faire des compromis.

Il est indéniable qu'une attitude correcte dans ce domaine rendrait plus difficiles les accusations d'utopisme, d'inefficacité, d'anarchisme, et permettrait des meilleurs contacts avec la minorité de travailleurs qui a une activité syndicale.

3 - Notre organisation et les travailleurs politisés

Une minorité de travailleurs milite soit dans les syndicats soit au PC ou au PSU, dans des organisations de jeunes. Qu'est-ce que cela signifie ?

L'inactivité politique de la majorité des travailleurs n'est pas un phénomène simple et à sens unique : la participation d'une majorité de salariés à la politique ne s'est jamais produite que pendant de courtes périodes ; et la "politisation" elle-même peut avoir des significations sensiblement différentes : qui oserait identifier la politisation de 1944-45 à celle de 1936 ?

La bureaucratisation des organisations ouvrières, la dégénérescence de leur idéologie sont les principaux facteurs de l'inactivité actuelle. Mais l'exploitation reste un facteur permanent de politisation.

En l'absence d'autres organisations, des ouvriers, des employés, des enseignants rejoignent les syndicats, le PC, et y militent. Quel est le sens de cet engagement ? Aucun ? Pourquoi ne rejoignent-ils pas le MRP ou l'UNR ?

Il y a plusieurs réponses fausses à cette question. La première, la plus simple, est d'ignorer la question elle-même, de faire "comme si" les syndicats et le PC étaient uniquement composés de permanents, de bureaucrates. La deuxième c'est de tout réduire à une "mystification" : des travailleurs seraient "séduits" par la propagande politique tout comme ils le sont par la publicité commerciale. La troisième est d'affirmer que ceux qui militent dans les syndicats ou le PC sont des résidus d'une autre époque...des gens arriérés en somme.

Mais lorsque les quelques camarades ou sympathisants qui travaillent dans des entreprises ou dans l'enseignement veulent organiser quelque chose : un mouvement revendicatif, une protestation, la solidarité avec les algériens ou avec les mineurs...avec qui doivent-ils compter, que ce soit pour s'engueuler ou pour se mettre d'accord ? Avec la minorité qui a une activité syndicale ou politique.

La dépolitisation ne peut pas être un phénomène total, car si la bureaucratisation de la société, en provoquant celle des organisations "ouvrières" traditionnelles, rejette les salariés vers l'inactivité politique, cette même bureaucratisation, en renforçant l'exploitation et l'aliénation, pousse toujours une minorité vers la contestation du régime et donc vers une activité militante. Cet engagement militant, pour des travailleurs, traduit d'abord la volonté de lutter contre l'exploitation ; il constitue aussi, dans la plupart des cas, une tentative d'œuvrer pour l'avènement d'une autre société où il n'y aurait plus d'exploitation, où la vie serait différente. Il faut avoir la suffisance déformante de certains intellectuels pour s'imaginer que le militant communiste est simplement le "partisan de Maurice Thorez", tout comme il pourrait être celui de Pompidou ou de Brigitte Bardot, qu'il ne se pose aucune question au sujet de l'URSS et que, pour lui, le communisme n'est qu'une simple augmentation du niveau de vie.

Les travailleurs politisés ne sont pas seulement les militants cégétistes, communistes, PSU, FO ou CFTC qui suivent la ligne officielle.

Dans toutes les centrales syndicales, il y a à la base des minorités qui défendent des positions de classe et qui, au sujet des revendications par exemple, se retrouvent avec nous ; certaines de ces minorités font une critique de la société et du mouvement ouvrier qui part des mêmes préoccupations que les nôtres ; les travailleurs qui appartiennent à ces minorités sont souvent des militants éprouvés, il y a parmi eux des camarades dont la contribution sous forme d'articles, de livres, a une réelle valeur. Ces minorités ne sont pas simplement des résidus du passé. Il faut se sortir de la tête l'idée (produit de notre isolement) que seul notre groupe recrute des jeunes (sans compter que les jeunes ne font que passer chez nous !) : "L'Ecole Emancipée", par exemple, recrute surtout des jeunes enseignants.

Quel a été notre travail en direction de ces minorités pendant ces dernières années ? Inexistant.

L'orientation de la Tendance - aussi bien sur les questions les plus générales que sur les revendications et les luttes actuelles - rendrait impossible toute activité en ce sens.

Une de nos principales tâches est de fournir à ces minorités le support théorique de leur activité, d'établir avec elles des liens de travail, de recevoir aussi de ces militants ce qu'ils sont capables de nous apporter comme expérience et connaissance des problèmes concrets des travailleurs.

4 - "Pouvoir Ouvrier"

Notre seul moyen d'expression en direction des travailleurs est actuellement "Pouvoir Ouvrier".

Ce bulletin n'est ni le "journal ouvrier" ni le "journal rédigé par les lecteurs eux-mêmes" qu'on avait proposé autrefois.

Cette idée a été pratiquement abandonnée et nous avons maintenant un bulletin mensuel exprimant les positions d'un groupe politique.

Pourquoi ? Pour trois raisons essentiellement : 1) le mode d'activité d'un ouvrier, même sympathisant, n'est pas l'écriture ; d'autre part, écrire est toujours difficile pour un travailleur même s'il connaît parfaitement "son sujet" ; 2) un journal ne peut exister que sur la base d'un ensemble d'idées, d'un cadre théorique qui n'est pas une simple somme d'expériences quotidiennes ; 3) un journal repose sur le travail d'une équipe qui assume en permanence des tâches rédactionnelles et pratiques.

"Tribune Ouvrière", bulletin édité pendant plusieurs années par un groupe d'ouvriers de chez Renault, n'a pu exister que dans la mesure où ces deux dernières conditions étaient réunies et il s'est toujours heurté à la difficulté d'une participation ouvrière sous forme écrite.

La participation de travailleurs à P.O. reste cependant la condition de son développement. Elle peut aller de la simple diffusion dans le milieu de travail à la collaboration épisodique ou régulière et à l'adhésion à l'organisation. Elle n'est pas indépendante de la situation générale de la classe ouvrière. Mais cette situation ne doit pas être invoquée pour justifier l'absence de toute initiative en vue d'élargir la participation.

P.O. ne peut pas s'adresser actuellement aux travailleurs en général, encore moins "aux gens", à "la population". Il doit être rédigé de manière que tout le monde puisse le lire, mais il ne peut pas être une espèce de "France-Soir" assimilable par n'importe qui. Il faut être conscient du fait qu'aujourd'hui seule une minorité est susceptible d'assimiler nos idées, ou une partie de nos idées, que seule une minorité peut essayer de lutter sur les objectifs que nous proposons. Cette minorité - ce "public" - ne se réduit ni aux "politisés" ni aux "dépolitisés", nous n'avons pas de choix à faire. Les travailleurs politisés ne sont pas séparés de la classe ; ils travaillent et vivent comme les autres ; à leur tour, les dépolitisés ne sont pas par définition fermés aux idées générales ou aux problèmes concrets que la politique - celle de l'Etat, du patronat ou des syndicats - pose quotidiennement aux salariés.

Le contenu de P.O. c'est d'abord les problèmes du travailleur dans son entreprise et dans sa vie. Il ne s'agit pas seulement de les décrire, mais de les interpréter et d'aider le lecteur à y trouver des réponses pour agir.

Le contenu de P.O. c'est donc aussi bien la lutte contre l'exploitation que la critique des partis et des syndicats qui interviennent dans cette lutte, l'explication de la politique de l'Etat au sujet des logements que la critique des conditions et des méthodes relatives à l'école publique, la critique de films ou d'émissions de télé que la diffusion d'initiatives positives, sur l'éducation des enfants ou les loisirs par exemple.

Mais le travailleur ne se trouve pas seulement aux prises avec des problèmes "quotidiens". Le mécanisme complexe et de plus en plus contraignant du capitalisme rend sa vie identique à celle de millions d'autres travailleurs, la règle et la contrôle de plus en plus étroitement. Ce processus est rendu plus perceptible par le développement des moyens d'information et de communication, par les déplacements

plus fréquents. Il l'est encore par la politique même du Pouvoir qui expose de plus en plus fréquemment des problèmes globaux (salaires, prix, expansion de l'économie, politique internationale) à la population travailleuse et sollicite son approbation. "Politisé" ou "dépolitisé", le travailleur ne peut pas ne pas voir que toutes les questions touchant sa vie quotidienne se posent au moins à une échelle nationale : salaires, durée du travail, logement, instruction, loisirs, etc., que toute tentative d'intervention dans ces questions rencontrera des forces au moins nationales : patronat, gouvernement, syndicats, partis. On peut même ajouter que c'est la conscience du caractère national et international des forces qui déterminent le sort de la classe ouvrière, ainsi que le sentiment de son impuissance à s'y opposer, qui est responsable en grande partie de l'inactivité de beaucoup de travailleurs.

L'explication et la critique de la société, des institutions et des forces politiques nationales et internationales correspond donc à une nécessité réelle, non à une manie de "spécialiste".

Le rôle de "P.O." doit être également la démystification, l'information et la formation.

Démystification : les idées dominantes sont quotidiennement répandues par tous les moyens; nous pouvons aider des travailleurs à les combattre en leur fournissant des arguments et des exemples.

Information : nous pouvons faire connaître les exemples les plus significatifs de l'activité de la classe ouvrière et des groupes d'avant-garde dans tous les pays.

Formation : nous pouvons aider des travailleurs à comprendre le rôle du prolétariat dans la société comme classe révolutionnaire en expliquant quelles ont été ses grandes luttes, ses révolutions, en montrant ce que pourrait être le socialisme, dans quelle mesure l'évolution du monde crée elle-même les prémisses d'une société socialiste, pourquoi la gestion ouvrière est possible, comment les travailleurs ont tenté de la réaliser au cours des mouvements révolutionnaires.

"Pouvoir Ouvrier" ne peut pas être, à l'étape actuelle, un journal d'agitation. Il doit être un journal d'explication, d'orientation et de formation s'adressant à une minorité de travailleurs. De son côté, cette minorité ne se sentira liée à "P.O." que dans la mesure où elle s'apercevra que ce journal est aussi une organisation. Cela ne signifie pas que les lecteurs adhéreront à bref délai, mais que leur participation - informations, écrits, diffusion, argent - s'élargira peu à peu s'ils voient à travers le journal que cette organisation existe et agit.

VI.- L'ORGANISATION

La conscience révolutionnaire n'est pas automatiquement engendrée par l'exploitation ; elle peut se former seulement par la lutte. Mais cette lutte elle-même n'est pas en permanence une contestation du régime ; en "période normale", le prolétariat doit accepter ce régime, c'est lui qui le fait fonctionner. Les idées, les préjugés, les valeurs, les habitudes, la manière de vivre capitalistes pénètrent continuellement la classe ouvrière. A l'heure actuelle, le prolétariat ne dispose d'aucun moyen propre d'information et de formation ; il est divisé en catégories professionnelles, cloisonné localement, séparé par des frontières. La classe dominante s'emploie constamment à lui masquer sa situation dans la société, à lui dissimuler l'antagonisme des classes, à lui présenter une image de lui-même tendant à le réduire à une somme d'individus - de citoyens - faisant partie d'une communauté nationale, à le persuader que la société offre à chacun sa chance de promotion et à présenter le système d'exploitation comme une pyramide où chacun trouve sa place selon sa compétence professionnelle.

La condition réelle des travailleurs dans la production crée sans cesse la possibilité d'une critique de la société et de l'image qu'en donnent les dirigeants ; cette critique, qui s'exprime d'abord par l'action revendicative, se traduit également par l'attitude négative de l'ouvrier ou de l'employé vis-à-vis de son travail, par l'hostilité à l'égard des chefs, par la méfiance vis-à-vis des informations officielles.

Cependant, le poids de l'ordre social actuel, l'action des appareils syndicaux et politiques font que, le plus souvent, les réactions contre l'exploitation et l'asservissement ne mettent pas en question le cadre capitaliste.

Cette situation n'est pas statique : la société capitaliste ne reste pas identique à elle-même, l'exploitation et l'aliénation ne sont pas des données fixes, immuables, les appareils syndicaux et politiques ne sont pas des rochers.

Le processus de bureaucratisation de la société crée les conditions objectives du dépassement de cette situation. Il y a d'abord l'aggravation de l'exploitation (8) et de l'asservissement au travail ; il y a ensuite et surtout la fonction sociale que la bureaucratie exerce de plus en plus clairement et dont les travailleurs font l'expérience à tous les niveaux.

Au niveau de l'économie et de l'Etat, la nationalisation, la planification, l'extension des nouvelles couches gestionnaires du travail détruisent les illusions réformistes et découvrent peu à peu le contenu des idéologies bureaucratiques. Au niveau des partis et des syndicats, le vrai rôle social de la bureaucratie va en s'affirmant. Ce rôle est évident dans les pays de l'Est où elle constitue la classe exploiteuse. En Occident, où la bureaucratie "ouvrière" n'est pas totalement intégrée à l'Etat, où les syndicats servent encore de canal aux luttes revendicatives, l'opposition entre les travailleurs et les bureaucrates ne s'exprime pas toujours ouvertement, mais elle apparaît dès que les luttes ouvrières atteignent une certaine ampleur ou une certaine intensité.

La dégénérescence du mouvement ouvrier traditionnel n'est pas le résultat de la disparition des conditions permettant la formation d'une conscience révolutionnaire et la lutte pour le socialisme. Ces conditions subsistent et se renforcent dans la nouvelle phase du capitalisme que nous vivons. C'est sur cette base que s'appuie la possibilité de construire un nouveau mouvement révolutionnaire qui,

(8) Il ne s'agit ni de baisse ni de stagnation du salaire, mais d'une augmentation de la productivité du travail proportionnellement plus rapide que l'augmentation du salaire.

s'il parvient à se constituer à une échelle internationale, deviendra à son tour un puissant agent de transformation du rapport de forces actuel entre exploités et exploités.

La formation d'une organisation prolétarienne révolutionnaire implique la critique et le rejet de la "théorie" et de la pratique des partis traditionnels, l'effort permanent pour atteindre une compréhension globale qui éclaire le sens des actions ouvrières, la formulation d'une perspective socialiste fondée à la fois sur l'activité du prolétariat et sur la croissance des instruments de production et de la technique. Ces tâches théoriques sont indispensables mais non suffisantes pour créer un nouveau mouvement révolutionnaire. La condition fondamentale pour que cette création ait lieu c'est que la nouvelle organisation soit capable d'exprimer l'expérience et les besoins actuels de la classe travailleuse, qu'elle ne soit pas seulement un centre de diffusion d'idées mais un instrument utilisable par les travailleurs. C'est seulement dans la mesure où la nouvelle organisation deviendra cet instrument qu'elle pourra combattre efficacement les conceptions, les valeurs, les habitudes capitalistes qui envahissent les travailleurs, qu'elle pourra les aider à développer leur critique et leur conscience.

Nous ne prétendons pas que l'orientation que nous défendons nous permettra dès maintenant d'être cet instrument. Nous disons simplement que cette orientation ne tardera pas à avoir les effets suivants :

- 1) susciter la participation de travailleurs à nos activités ;
- 2) permettre aux militants et sympathisants qui sont salariés d'aider leurs camarades de travail dans la lutte contre l'exploitation ;
- 3) donner au groupe actuel un autre centre d'intérêt que les sempiternelles discussions dites "théoriques"; créer une atmosphère, un rythme d'activité et des méthodes convenables pour les travailleurs qui voudraient adhérer;
- 4) permettre de recommencer un véritable travail théorique en fonction de cette orientation.

L'organisation que nous voulons constituer doit être, dès le départ, l'endroit où l'échange entre travailleurs manuels et intellectuels se fait dans l'accomplissement de tâches communes. Cet échange ne doit pas seulement aboutir à l'élargissement de la compréhension de chaque militant ; l'apport réciproque doit permettre aux uns et aux autres de mieux lutter à l'extérieur, c'est-à-dire de poser correctement les problèmes, de mieux saisir la réalité, de fournir des arguments et de proposer des solutions dans tous les domaines où apparaît le conflit avec la classe dominante et son Etat.

Il serait faux de s'imaginer que cette collaboration "va de soi" dès qu'on a adhéré à l'organisation : les différences de milieu, de travail, de salaire, de formation personnelle subsisteront toujours, les besoins pratiques et politiques des uns et des autres seront souvent différents et même opposés ; ils créeront inévitablement des tensions et des désaccords. Les différences et les désaccords ne pourront être surmontés que dans l'action vers le monde extérieur.

Une organisation tournée vers l'extérieur ne veut pas dire une organisation qui sacrifie la réflexion et la démocratie à l'efficacité. Se tourner vers l'extérieur ne signifie nullement "militariser" l'organisation et éliminer la discussion. Nous n'avons pas à revenir sur la critique que nous avons faite de la spécialisation et de la séparation entre sommet et base dans les partis traditionnels, critique qui, pour l'essentiel, est profondément juste.

Mais nous nions la formule : discussion = démocratie. La vraie, la seule démocratie c'est la participation des militants. La discussion comme mode d'activité est une des déformations les plus attristantes des intellectuels. La discussion a une valeur comme moyen pour arriver à un résultat ; vue comme mode d'activité, elle est stérile et anti-démocratique, car elle réduit la participation - et le poids dans les décisions - des travailleurs manuels et des salariés ayant un niveau d'instruction moyen et assure la prédominance des intellectuels possédant "la culture" ; elle reproduit sous cette forme, à l'intérieur de l'organisation, un des traits essentiels de la société capitaliste.

L'action vers l'extérieur n'exclut pas, au contraire, la discussion nécessaire, mais celle-ci passe alors de l'abstrait au concret ; ce type de discussion permet aux travailleurs manuels, aux salariés "moyens", de s'exprimer sur la base de leur propre expérience, de soumettre à la critique des faits la théorie et la ligne politique ; dans la mesure où elle est liée à l'action, la discussion permet leur participation, mais c'est dans l'action elle-même que cette participation prend tout son sens, se réalise pleinement.

L'organisation que nous voulons former devra donc assurer la participation de l'ensemble des militants en aidant chaque militant à développer son mode de participation et d'activité propres, non en lui imposant une fausse participation et un semblant d'activité fondés sur "la culture" et "la parole".

L'organisation d'avant-garde ne peut pas être une préfiguration de la société socialiste. La société socialiste ce sont les masses qui la construiront après avoir détruit l'ancien monde. C'est au cours du bouleversement révolutionnaire que les anciens rapports entre les hommes commenceront à être remplacés par des rapports socialistes. Instauration de rapports socialistes, cela veut dire changement radical de la situation des hommes (jusque là divisés en exploités et exploités) en ce qui concerne la production, la consommation, la gestion des affaires publiques, la famille, etc. C'est parce que la classe dominante aura été renversée, l'exploitation supprimée, l'activité et la créativité des masses multipliées par mille à mesure que tomberont les vieilles entraves, que des rapports socialistes se développeront et que chacun commencera à agir comme un "homme nouveau".

Sous le capitalisme, des rapports socialistes, même comme "préfiguration", ne peuvent pas exister entre les hommes, y compris entre militants révolutionnaires. Ce qui doit exister entre militants est une communication d'expériences, une communauté de pensée et d'action politique, une solidarité dans la lutte. Dans la mesure où cela existe, la camaraderie existe aussi. Ce qui n'est pas la même chose que la recherche volontaire - et combien vaine - d'une parcelle de socialisme dans le monde actuel.

VII.- LE RECRUTEMENT

Nous sommes actuellement un groupe de 41 individus dont la composition sociale est la suivante :

19 étudiants

8 enseignants (3 prof. de Lycée, 2 surveillants d'externat,
1 prof. de Centre d'Apprentissage, 1 prof.
d'éducation physique, 1 assistant à la Sorbonne)

2 économistes

1 organisateur

1 psychotechnicien

1 médecin

1 journaliste

2 ex-employées

1 comédien

1 ouvrier P2

1 représentant

1 danseuse

1 géographe

1 profession libérale.

A Paris, les quelques travailleurs qui ont adhéré ces dernières années sont partis au bout de quelque temps : Imbert (instituteur), Marcel (typo), Jean (menuisier), Roland (postier), Mao (relieur). Cependant, tous sont restés abonnés à "P.O.", deux d'entre eux nous ont aidé cette année à organiser le Cercle d'Etudes. D'autres travailleurs qui se déclaraient d'accord avec nous ont finalement renoncé à adhérer.

Ceux qui sont partis, pourquoi l'ont-ils fait ? Parce que notre orientation, nos discussions, nos réunions ne leur convenaient pas. Cela a-t-il une signification ? Si oui, laquelle ?

La Tendance nous propose maintenant de sortir pour la enième fois des tiroirs les listes de "contacts ouvriers", elle nous recommande de "choisir une ou deux entreprises", d'y vendre P.O. (ce que nous faisons déjà) et même, "si possible" (?), de "fréquenter les cafés avoisinants" ! (9).

Aller revoir les "contacts" ? pour quoi faire ? pour leur proposer quoi ? Les travailleurs qui viennent ne restent pas, d'autres qui nous connaissent ne veulent pas adhérer.

Ce n'est pas en vendant P.O. à la porte de deux entreprises, ni même en fréquentant les bistrots populaires que nous changerons d'un pouce cette situation.

Cette situation nous la changerons en changeant nous-mêmes, c'est-à-dire en modifiant notre axe de travail et le type d'activité de nos militants.

Les travailleurs ne sont pas des martiens. Nul besoin d'aller les découvrir.

Premier exemple : à chaque réunion du Cercle d'Etudes il y a une dizaine de jeunes travailleurs. Ce Cercle, organisé par quelques militants de P.O., fonctionne depuis janvier ; programme (à la demande des participants) : l'histoire du mouvement ouvrier. Résultat : un début de collaboration à "Pouvoir Ouvrier" et, au minimum,

(9) Voir texte n°7 de la Tendance, point 13.